

Azerbaïdjan



«En tant que membre du Groupe de Minsk de l'OSCE, notre invitation est toujours en vigueur. Les coprésidents ont l'obligation d'informer les pays membres sans attendre une invitation,» a déclaré lors d'une conférence vendredi dernier l'ambassadeur de Turquie en Azerbaïdjan **Ismail Alper Coskun**.

«La visite des coprésidents du Groupe de Minsk prévue à Ankara pour le 17 juillet a été reportée en raison de la tentative de coup d'Etat militaire.

Nous soutiendrons toujours l'Azerbaïdjan dans le règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh au sein de l'inviolabilité des frontières de l'Azerbaïdjan et de son intégrité territoriale.

La Turquie est un pays de cette géographie et elle est étroitement affectée par l'instabilité dans la région. Comme l'a dit notre ministre des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu, nous soutiendrons toujours les solutions qui sont acceptables pour l'Azerbaïdjan. La Turquie est prête à faire tout son possible dans la mise en œuvre de ces solutions. La Turquie attend une normalisation complète dans cette région qui ne sera possible que par le respect du droit international, et donc l'Arménie doit mettre fin à l'occupation,» a souligné l'ambassadeur.

«(...) Grâce à la normalisation des relations avec la Russie, la Turquie peut entamer un dialogue avec Moscou pour résoudre le conflit du Haut-Karabakh,» a-t-il poursuivi.

Le 11 Août, le vice-président du Parlement arménien Edouard Sharmazanov avait souligné le caractère inacceptable de la participation ou de la médiation de la Turquie dans les négociations de règlement des conflits du Karabakh.

En réponse, le diplomate a indiqué que la Turquie maintenait le contact avec les deux parties concernées par le conflit du Karabakh pour contribuer au règlement de la question, vu que la Turquie est un membre du Groupe de Minsk de l'OSCE, chargé du règlement du conflit.

«La résolution du conflit bénéficiera non seulement à l'Azerbaïdjan, mais aussi à la Russie et à l'Arménie. De plus, elle favorisera la stabilité dans la région», a-t-il ajouté.

Notons que le coprésident américain du Groupe de Minsk de l'OSCE, James Warlick, a confié que les coprésidents sont prêts à se rendre à Ankara pour rencontrer les dirigeants turcs à tout moment et qu'ils attendent pour ce faire une invitation précise.

(...)



«Le Haut-Karabakh, une partie intégrante historique et souveraine de l'Azerbaïdjan, est sous occupation «temporaire» des forces armées arméniennes. La souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh sera entièrement rétablie tôt ou tard. Personne ne peut en douter,» a indiqué le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères **Hikmet Hajiyev**, tout en commentant la déclaration du président Serge Sarkissian concernant le Haut-Karabakh.

«Cette déclaration du dirigeant arménien qui a perdu son prestige à l'intérieur du pays et au niveau international, est une déclaration adressée à sa population.

Cela montre une fois encore que la direction politique de l'Arménie, prisonnière du passé, n'est pas consciente de la réalité d'aujourd'hui et pense avec une mentalité de la fin des années 80.

Logiquement, les Arméniens ne peuvent avancer des allégations territoriales sur des terres où ils se sont installés il y a quelques décennies,» a souligné M. Hajiyev.

(...)

«Les actions proposées par Moscou dans le cadre du règlement du conflit du Karabakh prouvent que les tentatives faites de rapprocher les positions des parties en conflit par le biais de concessions mutuelles étaient les bonnes, a déclaré ex-coprésident américain du Groupe de Minsk de l'OSCE, **Matthew Bryza**.



"Je crois que le ministre des Affaires étrangères Lavrov a été chargé par Poutine de présenter une nouvelle proposition, en essayant de finaliser l'accord-cadre que nous avions développé en 2007 à Madrid.

Les Principes de Madrid, offrant la seule solution logique à la question, sont restés essentiellement inchangés depuis.

Les présidents de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan sont arrivés à un accord de base sur le document-cadre et au projet d'un accord final à atteindre, précédés par de longues négociations pour arriver à un accord final.

Toutefois, le processus n'avancera pas tant que les deux présidents ne se feront pas suffisamment confiance pour tenir leurs sociétés informées des solutions compliquées.

Ces dernières semaines, la crise d'Erevan a été principalement causée par le désaccord de la société civile avec les autorités concernant les concessions possibles dans le conflit du Karabakh.

Des concessions mutuelles susceptibles de rapprocher les parties en conflit ont été discutées. Je crois que certains dirigeants arméniens ne sont pas disposés à faire des concessions mutuelles, qui ont abouti à la crise", a souligné l'ex-diplomate.